

**Le conseil du territoire  
PARIS TERRES D'ENVOL**

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois  
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

**REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL DE TERRITOIRE**

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 59

Excusés : 13

Absents : 8

**REUNION DU 9 OCTOBRE 2023**

Le président certifie, sous sa responsabilité,  
le caractère exécutoire du présent acte  
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)  
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-TROIS, le LUNDI NEUF OCTOBRE à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le TROIS OCTOBRE DEUX MILLE VINGT-TROIS, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

<b><u>ETAIENT</u></b>	Mme ADLANI Farida, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, Mme BRAIHIM Marwa, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. CARRE Julien, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme DA COSTA Marie-Lyne, Mme de CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme ELSODY Arhella, M. FERREIRA Lino, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, Mme HERSEMEULE Carmen, M. JIAR Youssef, Mme JAOUANI Amel, Mme LAGARDE Aude, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme MABIRE-LOISON Myriam, Mme MABCHOUR Najet, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, Mme MEKKI Chérifa, Mme MENDES Odette, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, M. PRUNIER Gérard, M. RAMADIER Alain, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SAULIERE Gilles, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, Mme YOUSSEF Mélissa, M. ZANGRILLI François.
<b><u>PRESENTS</u></b>	
<b><u>EXCUSES</u></b>	M. ASENSI François, M. BELOUCHAT Rachid, Mme BENAMOUR Mériem, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CAHENZLI Denis, M. CHANTRELLE Laurent, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme FAOUZI Hanane, M. LAPORTE Pierre, M. MARAN Max, M. MEIGNEN Thierry, Mme PINHEIRO Amélie,
<b><u>AYANT DONNE POUVOIR A</u></b>	Mme de CARVALHO Virginie, M. SIBY Oussouf, Mme BRAIHIM Marwa, Mme MENDES Odette, Mme MAROUN Séverine, M. BAILLON Jean-François, M. GESELL Quentin, M. ZANGRILLI François, Mme LAGNEAU Muriel, M. FERREIRA Lino, M. JIAR Youssef, M. RANQUET Jean-Philippe, M. CHAUSSAT Jacques,
<b><u>ABSENTS</u></b>	Mme ABDELLAOUI Leïla, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. CANNAROZZO Frank, M. DESRUMAUX Denis, M. HAN Bo, Mme KHATIM Karima, Mme LEMARCHAND Brigitte.
<b><u>SECRETAIRE DE SEANCE</u></b>	Mme Virginie de CARVALHO

**DELIBERATION N°133 - URBANISME – MODIFICATION SIMPLIFIEE N°2 DU PLU DE VILLEPINTE - DECISION DE REALISATION D'UNE EVALUATION ENVIRONNEMENTALE SUITE A L'AVIS CONFORME DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE**

**Le conseil de territoire,**

Après avoir entendu l'exposé de madame Martine VALLETON,

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5219-5 ;

**Vu** le code de l'urbanisme et notamment les articles L.104-1 à L.104-3 et R.104-33 à R.104-37 ;

**Vu** la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

**Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1<sup>er</sup> janvier 2016, des établissements publics de coopération intercommunale dénommés établissements publics territoriaux (EPT) et qui prévoit que ces derniers sont compétents en matière de PLU ;

**Vu** la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique, dite loi ASAP ;

**Vu** la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;

**Vu** le plan local d'urbanisme de Villepinte approuvé par la délibération n°150 du conseil de territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol du 18 décembre 2017 ;

**Vu** l'arrêté n°2023/006 en date du 16 mars 2023 prescrivant la modification simplifiée n°2 du PLU de Villepinte ;

**Vu** la délibération n°43 du conseil de territoire de Paris Terres d'Envol relative aux objectifs poursuivis et à la définition des modalités de concertation de la procédure de modification simplifiée n°2 du plan local d'urbanisme de Villepinte ;

**Vu** l'avis conforme de la Mission Régionale d'Autorité environnementale d'Ile-de-France NMRAE AKIF-2023-115 du 13 septembre 2023 concluant à la nécessité d'une évaluation environnementale de la modification simplifiée n°2 du plan local d'urbanisme de Villepinte après examen au cas par cas, ci-annexé.

Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20231009-133-09-10-2023-DE  
Date de télétransmission : 19/10/2023  
Date de réception préfecture : 19/10/2023

**Considérant** que l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol a prescrit la procédure de modification simplifiée n°2 du PLU de Villepinte avec l'objectif de permettre la mise en œuvre du projet soutenu par la commune et l'EPT Paris Terres d'Envol sur le secteur dit « bande Ballanger », lié à l'ORCOD-IN Parc de la Noue, en :

- Créant un sous-secteur Umd dédié au projet
- Modifiant l'article Um11 relatif au traitement architectural des façades
- Modifiant l'article Um6 pour que les constructions nouvelles soient implantées à l'alignement des emprises publiques et voies

**Considérant** le dispositif d'examen au cas par cas dit « ad hoc », défini aux articles R.104-33 à R.104-37 du code de l'urbanisme, qui dispose que la personne publique responsable doit saisir l'autorité environnementale pour avis conforme lorsqu'elle estime que la procédure d'évolution menée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

**Considérant** que, au vu de cet avis, il revient au conseil de territoire de Paris Terres d'Envol de prendre une décision motivée relative à la réalisation ou non d'une évaluation environnementale conformément notamment aux articles R.104-33, R.104-36 et R.104-37 du code de l'urbanisme.

**Considérant** que l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol, en tant que personne publique responsable du projet de modification simplifiée n°2 du plan local d'urbanisme de Villepinte, a ainsi soumis le 18 juillet 2023 à la MRAe Ile-de-France, pour avis conforme, un dossier présentant les évolutions projetées et les justifications lui permettant de conclure à l'absence d'incidences notables sur l'environnement de celles-ci.

**Considérant** que l'autorité environnementale, dans son avis conforme ci-annexé, conclut que la modification simplifiée n°2 du plan local d'urbanisme est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine, et par conséquent qu'elle nécessite une évaluation environnementale.

**Considérant** que l'autorité environnementale a effectivement considéré que :

- La proximité du projet avec la route départementale (RD) 115 implique l'exposition d'un nombre important d'habitants à des niveaux de pollution sonore supérieurs à la valeur retenue par l'OMS, affectant ainsi la santé humaine, et à des pollutions atmosphériques.
- Le projet de modification simplifiée ne propose aucune disposition visant à éviter, réduire ou à défaut compenser ses incidences potentielles sur la santé humaine.
- L'achèvement du projet sera antérieur à la réalisation de plusieurs opérations alentour, en phase chantier, et que le dossier n'analyse pas les effets cumulés.

**Considérant** qu'il est donc nécessaire de réaliser cette évaluation environnementale afin de répondre à ces observations et constats.

**Après avoir délibéré,**

- **Décide** de mener une évaluation environnementale de la modification simplifiée n°2 du plan local d'urbanisme de la ville de Villepinte.
- **Précise** que cette évaluation environnementale devra notamment permettre de répondre aux observations émises par l'autorité environnementale dans son avis conforme.
- **Précise** que la présente délibération sera affichée au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol et en mairie de Villepinte pendant un délai d'un mois.
- **Précise** que la délibération et l'avis conforme de la Mission Régionale d'Autorité environnementale d'Ile-de-France annexé seront transmis à monsieur le préfet de Seine-Saint-Denis et au Maire de Villepinte.
- **Précise** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente et/ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à partir de la date la plus tardive à compter de son affichage et ou publication.

**Adopté à la majorité**

(65 voix pour, 1 voix contre : Gérald PRUNIER,  
3 abstentions : Rachid BELOUCHAT, Cherifa MEKKI,  
Oussouf SIBY, Mélissa YOUSOUF)

  
Le Président  
**Bruno BESCHIZZA**

Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20231009-133-09-10-2023-DE  
Date de télétransmission : 19/10/2023  
Date de réception préfecture : 19/10/2023